

HENRI PAPOT
Employé

Henri PAPOT

candidat de
rassemblement des forces de gauche
présenté par le
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Suppléant : **Alain LAGRANGE**



ALAIN LAGRANGE
Formateur EDF

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le dimanche 5 juin, vous êtes appelés à voter pour élire votre député.

Pourquoi ? Le Président de la République l'a expliqué à la télévision. Son gouvernement comprend trois ministres membres de l'UDF. Il juge que cette «ouverture» vers la droite est insuffisante. Il organise donc ces élections pour faire élire une majorité de députés socialistes et de députés de droite d'accord pour gouverner avec lui.

Le 8 mai dernier, avec mon parti, j'ai contribué à la réélection de François Mitterrand. Mais, franchement, je ne crois pas que la voie qu'il emprunte depuis soit la bonne : **on n'a jamais fait une politique de gauche avec la droite !**

Cette alliance du Parti socialiste avec une partie de la droite, François Mitterrand vous l'a dit, a pour but de préparer «l'Europe de 1992». C'est ce que les patrons réclament depuis toujours : plus de chômage, de pressions sur votre niveau de vie, d'attaques contre la Sécurité sociale et contre vos droits, de surarmement, d'atteintes à la souveraineté de la France.

Notre circonscription sera frappée de plein fouet par cette politique. Chacun de nous connaît autour de lui maints exemples.

Ce n'est vraiment pas ce dont vous avez besoin. Vous avez besoin d'être bien défendus. Je connais les injustices et les difficultés que vous rencontrez, l'inquiétude que vous avez pour votre avenir, celui de vos enfants. Dans toute mon activité, vous le savez, je défends les salariés, les chômeurs, les retraités, les jeunes. Je continuerai.

Plus il y aura demain de députés communistes, et mieux vos revendications seront défendues. Et puis, dans tout le pays, toutes les voix qui vont se porter sur les candidats communistes vont s'additionner. Ce sera le moyen de dire à la droite et au grand patronat que vous n'êtes pas décidés à vous laisser faire ; et d'indiquer à François Mitterrand la voie que vous souhaitez voir prendre au pays.

En votant communiste, vous ferez savoir que vous voulez le SMIC à 6 000 F, le revenu minimum de 3 000 F, l'augmentation des salaires, des retraites et des revenus paysans, la défense de la Sécurité Sociale ; des emplois stables pour les jeunes, la baisse des loyers, 40 milliards de moins pour les bombes et davantage pour l'école, la justice et l'égalité dans les DOM, le respect des libertés.

Actuellement, la droite qui vient d'être chassée par la porte est en passe de revenir par la fenêtre. Comme vous, je ne suis pas d'accord.

Peut-être, comme moi, avez-vous voté au premier tour de l'élection présidentielle pour André Lajoinie. Ou peut-être avez-vous ce jour-là voté pour François Mitterrand, ou encore pour le candidat des «verts» ou un des candidats d'extrême-gauche. Au second tour, nous nous sommes retrouvés pour repousser la droite et l'extrême-droite. Je vous invite le dimanche 5 juin à confirmer cette volonté en m'apportant votre suffrage.

▶

▶ Je ne veux pas faire de concessions au candidat de la droite ; je veux le battre, lui et la politique qu'il représente. Et je dis qu'il ne faut pas «jouer» avec la haine, le racisme, l'intolérance de Le Pen et de l'extrême-droite : il faut les combattre résolument.

L'élection législative n'est pas l'élection présidentielle. Chaque voix comptera. Je souhaite qu'avec moi la vôtre pèse pour l'union des communistes, des socialistes, des démocrates, des antiracistes, des pacifistes. Je suis persuadé que l'avenir est du côté du rassemblement des forces de gauche pour une politique nouvelle de justice, de liberté, de paix.

Voilà, Madame, Mademoiselle, Monsieur, dans quel esprit je me présente à vos suffrages.

Henri PAPOT

MES PRINCIPALES PROPOSITIONS

Ces propositions sont sérieuses. Elles peuvent être satisfaites : si vous les faites vôtres et vous rassemblez pour les défendre.

JUSTICE

Amélioration du pouvoir d'achat : notamment SMIC à 6 000 F, augmentation des bas et moyens salaires, des revenus paysans, des retraites. Progression des prestations sociales, diminution des loyers et charges.

Action contre la pauvreté : 3 000 F mensuels pour les personnes sans ressources, tout de suite et sans conditions humiliantes (PIL, SIVP, etc).

Lutte contre le chômage : pas de licenciement sans reclassement préalable, transformation des emplois précaires en emplois stables. Semaine de 35 heures sans diminution de salaire. Produire français, coopérer sur pied d'égalité.

Action contre l'échec scolaire : moins d'argent pour le budget militaire, davantage pour la formation. Doublement des bourses, suppression des droits d'inscription à l'université.

DOM-TOM : développement des activités productives. Egalité sociale avec la métropole.

LIBERTE

Défendre toutes les libertés individuelles et collectives
notamment : dignité des salariés, libertés syndicales, droit de grève. Une radio et une télévision de qualité, pluraliste. En finir avec les discriminations qui frappent les femmes, les jeunes.

Appliquer les lois contre le racisme. Liberté d'action pour la France : aucun organisme extérieur ne doit lui imposer ses décisions.

DOM : instauration d'une Assemblée unique aux larges compétences. Droit à l'autodétermination.

PAIX

Action pour le désarmement : annulation de la loi de programmation militaire qui coûte 500 milliards de F, récupérer ***40 milliards pour les œuvres de vie.*** Service militaire à 6 mois. Soutien aux initiatives en cours de désarmement. Zéro arme nucléaire d'ici l'an 2000.

POUR LE DÉPARTEMENT DU RHONE

• Il faut combattre la pauvreté

154 000 personnes sont considérées comme étant atteintes par le «seuil de précarité financière», selon les études officielles.

Or les grandes fortunes légalement déclarées représentent 19 milliards. Cette somme représente 518 000 années de S.M.I.C.

Par exemple, la famille Defforey (propriétaire de Carrefour) possède à elle seule 1,4 milliard de francs.

• On peut produire

R.V.I. n'est même plus en mesure d'honorer toutes les commandes qui lui sont passées, en raison des licenciements et des abandons d'outils productifs. En 13 mois ce sont 6172 camions qui n'ont pu être réalisés.

Là comme ailleurs, il faut embaucher et investir pour produire.

• On peut développer la recherche pour améliorer l'emploi en nombre et qualité.

La région lyonnaise a une longue tradition d'innovation technique. Ceci a été une grande chance pour l'industrie. Aujourd'hui la recherche est stérilisée, elle ne débouche pratiquement plus sur l'emploi, elle alimente les circuits de la spéculation financière.
Il faut exploiter les immenses réserves technologiques notamment dans le domaine médical, chimique, électronique, mécanique.

• On peut financer la relance économique

La bourse de Lyon a vu ses transactions multipliées par cent en dix ans. Il faut injecter ces ressources financières dans la production.

le 5 juin **POUR UNE POLITIQUE DE GAUCHE c'est le vote communiste**

iov 69200*

Vu, les candidats